

A peine votée et déjà menacée : étrange procédé concernant la loi sur la protection des eaux = Kaum beschlossen, schon gefährdet : seltsame Praktiken um das Gewässerschutzgesetz

Autor(en): [s.n.]

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Heimatschutz = Patrimoine**

Band (Jahr): **89 (1994)**

Heft 4

PDF erstellt am: **20.09.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-175660>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Etrange procédé concernant la loi sur la protection des eaux

A peine votée et déjà menacée

Par Raimund Rodewald, secrétaire général de la Fondation suisse pour la protection du paysage

Deux ans après le clair «oui» des citoyens à la nouvelle loi sur la protection des eaux, un point essentiel de cette loi est menacé: il est question de supprimer les subventions compensatoires. Ainsi s'annoncent de nouveaux combats autour de l'opposition entre exploitation et protection des eaux.

L'article 22, alinéas 3-5, de la loi fédérale sur l'exploitation des forces hydrauliques, qui a été introduit lors de la délibération sur la loi sur la protection des eaux, en tant que compromis remplaçant le «centime du paysage» alors contesté, règle l'octroi de subventions fédérales dans les cas où l'on renonce, pour des motifs de protection, à l'exploitation d'une force hydraulique.

Disposition efficace

Cette disposition n'a pas seulement permis d'éliminer une pénible divergence entre les deux Chambres, mais a constitué une des rares mesures réellement efficaces dans le cadre de la législation sur la protection des eaux. Le net résultat du vote final au Parlement, comme la non moins nette approbation populaire du 17 mai 1992 (66% de «oui»), ont montré l'importance de l'article sur les subventions compensatoires. On peut en déduire que, sans cette disposition, la proportion des «oui» à l'initiative sur la protection des eaux, repoussée de peu, eût été plus forte.

Le 8 juillet 1993, une ordonnance d'application sur ces subventions a été soumise à la procédure de consultation. La majorité des cantons et des associations pour l'environnement ont manifesté leur adhésion de principe. L'entrée en vigueur était prévue pour cette année. Maintenant, on entend dire que dans le cadre du «paquet d'économies» 1994 de

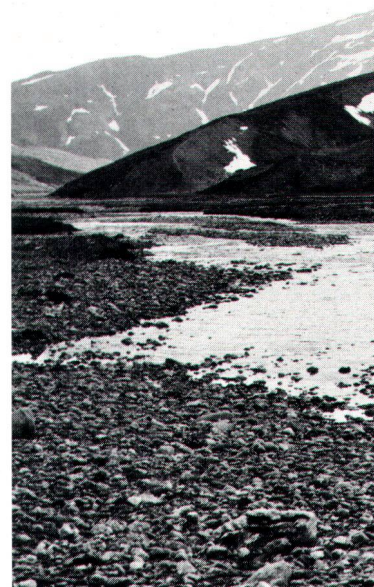
la Confédération, l'article 22, alinéas 3-5, susmentionné serait supprimé en même temps que l'ordonnance, encore avant que soit réglé le premier cas d'application, celui de la Greina.

Inquiétante politique

La Fondation suisse pour la protection du paysage est extrêmement inquiète de cette initiative gouvernementale. A peine deux ans après la claire approbation du peuple pour la loi sur la protection des eaux, il est extrêmement contestable, de la part de l'Etat fédéral, de vouloir éliminer de cette façon cavalière un article qui dérange. Cela met en question la crédibilité de la politique de la Confédération. La loi ainsi affaiblie établissait un équilibre entre exploitation et protection. Le conseiller fédéral Adolf Ogi répondait encore en ces termes, le 6 décembre 1993, à une question du conseiller national Ulrich Fischer: «La disposition concernant l'indemnisation pour perte d'exploitation hydraulique résulte du débat sur une possible péréquation entre exploitation et protection des eaux. (...) Le Conseil fédéral doit donc prendre les mesures d'application indispensables.» On peut certes saluer, de façon générale, les efforts d'économie faits par la Confédération. Mais la volonté du peuple et du Parlement ne peut pas être pareillement dédaignée. Il est inacceptable de vouloir faire échec à cet article de loi déjà

avant sa première application (cas Greina). Quant aux montants compensatoires pour les communes concernées par le projet de la Greina, il n'y a pas eu moins de 9 interventions de députés depuis 1986; après 8 ans de tiraillements, une solution est plus qu'urgente!

Les nouvelles luttes auxquelles on peut s'attendre à propos des subventions compensatoires donnent en fin de compte raison aux parlementaires qui, à l'époque, s'étaient engagés en faveur d'un «centime du paysage» indépendant du budget. Il va maintenant falloir que cette idée soit de nouveau mise en discussion.



N'y a-t-il vraiment plus d'argent fédéral pour sauver la Greina?

EN BREF

Journée des biens culturels

Ce qui, à l'instigation du Conseil de l'Europe, est déjà de tradition dans de nombreux pays d'Europe, la Suisse l'a vécu pour la première fois le 10 septembre: une journée des biens culturels. Sous le patronage de la conseillère fédérale Ruth Dreifuss, des citoyens de 18 cantons ont eu l'occasion de connaître de plus près certains monuments. Ce qui était mis au premier plan était moins l'aspect relevant de l'histoire de l'art que les choses qui s'y sont passées et s'y passent encore, car il s'agissait notamment d'hôtels de ville, d'édifices gouvernementaux et autres bâtiments publics.

Diplôme au Musée de l'Ariana

Europa Nostra, organisation européenne de protection du patrimoine architectural à laquelle adhèrent des associations (dont la LSP), des administrations communales et des membres individuels, a décerné le 20 octobre à Genève une distinction

au Musée de l'Ariana, en récompense de ses mérites dans l'entretien et la rénovation de son important édifice. En octroyant des diplômes, Europa Nostra honore des prestations particulières en faveur de la conservation et de l'enrichissement du patrimoine architectural et naturel de l'Europe.

Union des architectes paysagistes

La Fédération suisse des architectes-paysagistes, qui existait depuis 1925, et l'Association des architectes paysagistes suisses, fondée en 1976, ont fusionné à fin septembre. La nouvelle association se nomme Fédération suisse des architectes pasagistes (FSAP) et a son siège à Zurich. Elle est présidée par Mme Béatrice Friedli-Klötzli et se consacre à toutes les questions concernant les espaces libres, depuis la planification cantonale des sites jusqu'aux jardins privés, ainsi qu'à la garantie d'une formation professionnelle, à son développement et à sa promotion.

Seltene Praktiken um das Gewässerschutzgesetz

Kaum beschlossen, schon gefährdet

Von Dr. Raimund Rodewald, Geschäftsleiter der Schweiz. Stiftung für Landschaftsschutz, Bern

Gut zwei Jahre nach dem klaren Ja der Stimmbürger zum neuen Gewässerschutzgesetz, droht dieses in einem Kernbereich durch die Hintertür bereits wieder aufgehoben zu werden. So sollen die vorgesehenen Ausgleichsbeiträge gestrichen werden. Damit kündigen sich neue Kämpfe um den Konflikt zwischen Wasserkraftnutzung und Landschaftsschutz an.

Der Art. 22 Abs. 3–5 des Bundesgesetzes über die Nutzbarmachung der Wasserkräfte (WRG), welcher im Rahmen der Beratung des Gewässerschutzgesetzes als Kompromissvorschlag zum damals umstrittenen «Landschaftsrappen» eingeführt wurde, regelt die Ausrichtung von Bundesbeiträgen in Fällen, wo aus Schutzgründen auf eine Wasserkraftnutzung verzichtet wird.

Griffige Bestimmung

Mit dieser Bestimmung wurde nicht nur die damalige verfahrenere Situation in der Differenzbereinigung zwischen den Räten, sondern letztlich auch eine der wenigen wirklich griffigen Schutzbestimmungen im Rahmen der Gewässerschutzgesetzgebung gerettet. Sowohl das eindeutige Ergebnis in der Schlussabstimmung in National- und Ständerat wie auch die klare Bestätigung in der Volksabstimmung vom 17. Mai

1992 (66% Ja) waren ein Zeichen für die Bedeutung des Gesetzesartikels über die Ausgleichsbeiträge. Es kann davon ausgegangen werden, dass ohne diese Bestimmung sich der Ja-Stimmenanteil für die knapp abgelehnte Gewässerschutzinitiative erhöht hätte. Am 8. Juli 1993 wurde eine entsprechende Verordnung über die Ausrichtung von Ausgleichsbeiträgen für Einbussen der Wasserkraftnutzung in die Vernehmlassung geschickt. Die Mehrheit der Kantone und der Umweltverbände haben hierzu grundsätzlich Zustimmung signalisiert. Eine Inkraftsetzung war noch in diesem Jahr vorgesehen. Nun soll dem Vernehmen nach im Rahmen des Sparpaketes 1994 des Bundes der Art. 22 Abs. 3–5 WRG, welcher mit dem Gewässerschutzgesetz eingeführt und in Kraft gesetzt wurde, samt zugehöriger Verordnung gestrichen werden, noch bevor der erste Anwendungsfall, die Greina, geregelt wurde.

Staatspolitisch bedenklich

Die Schweizerische Stiftung für Landschaftsschutz und -pflege (SL) ist von diesem Antrag äusserst beunruhigt. Knapp zwei Jahre nach der klaren Annahme des Gewässerschutzgesetzes durch das Volk ist es staatspolitisch bedenklich, unbequeme Artikel

auf die schnelle Art aus dem Gesetz kippen zu wollen. Dies wirft nicht zu Unrecht Fragen der Glaubwürdigkeit der Bundespolitik auf. Mit diesem Vorgehen wird eine Achillesferse des Gewässerschutzes getroffen, die einen gewissen Ausgleich zwischen den Nutz- und Schutzinteressen darstellt. Bundesrat Adolf Ogi antwortete noch am 6. Dezember 1993 auf Anfrage von Nationalrat Ulrich Fischer wie folgt: «Die Abgeltungsregelung für Einbussen der Wasserkraftnutzung ist ein Ergebnis der Diskussion über einen möglichen Ausgleich zwischen Nutzung und Schutz der Gewässer. (...) Der Bundesrat ist daran, die erforderlichen Ausführungsbestimmungen zu erlassen.»

Man mag gewiss die allgemeinen Sparanstrengungen des Bundes begrüssen. Dennoch darf der Wille des Volkes und des Parlaments nicht in dieser Weise missachtet werden. Es ist inakzeptabel, diesen Gesetzesartikel vor der ersten Anwendung (Fall Greina) bereits zum Scheitern bringen zu wollen. Bezüglich Ausgleichsbeiträge für die Greina-Gemeinden sind seit 1986 nicht weniger als 9 Vorstösse von Bundesparlamentariern eingereicht worden, eine Lösung ist nach 8 Jahren Tauziehen mehr als vordringlich! Diese zu erwartende neuerliche Auseinandersetzung um die Ausgleichsbeiträge im Gewässerschutzgesetz gibt letztendlich allen Parlamentarierinnen und Parlamentariern Recht, die sich seinerzeit für die Einführung eines budgetunabhängigen Landschaftsrappens eingesetzt hatten. Dieses Thema wird nun neuerlich in die Diskussion eingebracht werden müssen.



Nun doch keine Bundesgelder zur Erhaltung der Greina? (Bild Wehrli)

KURZ UND BÜNDIG

Tag der Kulturgüter

Was auf Anstoss des Europarates in zahlreichen europäischen Ländern bereits Tradition hat, erlebte in der Schweiz am 10. September seine Premiere: der Tag der Kulturgüter. Unter der Schirmherrschaft von Bundesrätin Ruth Dreifuss erhielten Bürgerinnen und Bürger in 18 Kantonen Gelegenheit, besondere Denkmäler näher kennenzulernen. Dabei standen weniger die kunstgeschichtlichen Aspekte der Gebäude, als die Geschichten, die sich in ihnen abgespielt haben und weiter abspielen, im Vordergrund der Aktion.

Landschaftsarchitekten vereint

Der seit 1925 bestehende Bund Schweizer Landschaftsarchitekten und die 1976 gegründete Vereinigung Schweizerischer Landschaftsplaner/ Landschaftsarchitekten haben sich Ende September zusammenschlossen. Der neue Verband

nennt sich nun «Bund Schweizer Landschaftsarchitekten und Landschaftsarchitektinnen BSLA» und hat seinen Sitz in Zürich. Er wird präsiert von Beatrice Friedli Klötzli und widmet sich allen Fragen der Freiräume.